

- [Accueil](#)
- [Info](#)
- [Analyses](#)
- [Galeries](#)
- [Programmes](#)
- [Afrique](#)
- [Radio Culture](#)
- [Radio Islam](#)
- [Opinions](#)
- [Archives](#)

jeudi, 21 mai 2015 19:10

Vers une interdiction de l'antisionisme ?

Taille de police | [Imprimer](#) | [Ajouter un commentaire](#)



IRIB-Le président de la Ligue belge contre l'antisémitisme estime que la loi actuelle n'est pas adaptée à l'antisémitisme contemporain. Un an après la tuerie perpétrée au Musée juif de Belgique, Joël Rubinfeld, le président de la Ligue belge contre l'antisémitisme (LBCA), se trouve en Israël où il assiste à une conférence internationale sur l'antisémitisme. « Il faut aller au cœur du problème » « Il faut modifier la loi contre l'antisémitisme », demande Joël Rubinfeld, le président de la LBCA. Pour lui, les législations qui répriment le racisme et le négationnisme ne sont pas adaptées à « l'antisémitisme contemporain, c'est-à-dire l'antisionisme ». Il attend une solution « à long terme » afin de redonner confiance aux juifs de Belgique, dont environ 250 ont émigré en Israël l'an dernier. Après l'attentat au Musée juif, les autorités ont placé sous vigilance renforcée les sites liés à la communauté juive (synagogues, écoles...) et mobilisé l'armée pour assurer leur protection. « Le gouvernement a pris au sérieux la menace, n'en déplaise à certaines ONG qui demandent le retrait des militaires », commente Joël Rubinfeld. Pour autant, « à long terme, ce n'est pas une solution. Il faut aller au cœur du problème », dit-il depuis Israël, où il assiste à une conférence internationale sur l'antisémitisme. « Il faut identifier et nommer l'antisémitisme contemporain. La loi permet de lutter contre sa forme traditionnelle. Mais celle qui tue aujourd'hui, c'est l'antisionisme, qui substitue l'État juif à l'individu juif et fait "collaborateurs" les juifs de la Diaspora. » « Le conflit israélo-palestinien n'est qu'un prétexte » L'ex-président du Comité de coordination des organisations juives de Belgique (CCOJB) considère comme antisioniste quiconque nie à Israël le droit d'exister. « Critiquer la politique d'Israël est un droit démocratique. Mais vouloir rayer ce pays de la carte, c'est vouloir tuer des millions de juifs. Comme il n'est plus de bon ton de

cibler les juifs, on parle de sionistes. Mais on sait bien que ce sont les juifs qui sont visés », justifie M. Rubinfeld. Pour distinguer ce qui relève de la critique légitime de l'antisémitisme antisémite, il se réfère aux trois critères développés par Natan Sharansky, le président de l'Agence juive pour Israël : la diabolisation d'Israël, sa délégitimation et le recours à des doubles standards. Cette nouvelle forme d'antisémitisme se développe partout en Europe occidentale, estime-t-il. En réaction au conflit israélo-palestinien ? « J'espère que demain Palestiniens et Israéliens vivront main dans la main. Mais on ne peut être tributaires d'un conflit qui se passe à 4.000 km de chez nous. Les Chinois qui vivent ici sont-ils inquiétés à cause du Tibet ? Les Turcs à cause du génocide arménien ? Le conflit israélo-palestinien n'est qu'un prétexte », répond le co-fondateur de la LBCA. « La prise de conscience est plus forte en Flandre » « Il faut se réveiller aujourd'hui avant qu'il ne soit trop tard. Pour tout le monde, et pas seulement les juifs. Après le nazisme, l'Europe fait face à un nouveau totalitarisme : l'islamisme », poursuit celui qui fut un temps vice-président du Parti populaire. « À Bruxelles, Yvan Mayeur (le bourgmestre PS, NDLR) ne réagit pas quand on crie "mort aux juifs" lors de manifestations anti-israéliennes. J'ai l'impression que la prise de conscience est plus forte en Flandre, même si je reste prudent », ajoute-t-il, en référence à la politique du bourgmestre d'Anvers Bart De Wever (N-VA). En 2014, le Centre interfédéral pour l'égalité des chances a enregistré 130 signalements faisant mention de l'antisémitisme et/ou du négationnisme, contre 85 en 2013. 250 juifs de Belgique ont émigré en Israël. Quelque 250 juifs de Belgique ont émigré en Israël l'an dernier et ils sont 52 à être partis depuis janvier, selon les chiffres de l'Agence juive pour Israël. L'organisation, qui facilite les installations dans l'État hébreu, constate une hausse de la fréquentation de ses salons dédiés à l'Alyah (« montée vers Israël ») depuis la fusillade au Musée juif. Les départs, eux, sont en augmentation depuis près de cinq ans. L'attaque perpétrée à Bruxelles le 24 mai 2014 n'a jusqu'à présent pas accéléré cette évolution, selon l'Agence. lesoir.be

[Tweet](#)

Éléments similaires (par tag)

- [France: la loi sur le renseignement, fin de l'espace privé?](#)
- [Prostitution politico-économique de la France!!!](#)
- [Le Drian aux Emirats arabe unis....](#)
- [Nucléaire : cette France qui est contre l'Iran](#)
- [Hollande soutient Al Qaeda au Yemen..par Mireille Delmarre...](#)

Plus dans cette catégorie : [« Pas de paix sans justice pour les Palestiniens](#)

Ajouter un Commentaire

Nom (obligatoire)

Adresse email

Url de votre site Web ou Blog

1000 Caractères restants

Recevoir une notification par email lorsqu'une réponse est postée

Code de sécurité

Rafraîchir

Enregistrer

JComments

[Retour en haut](#)